



Quand le ministre reprend une campagne de désinformation venue de l'extrême droite et abandonne les personnels à la vindicte publique : la CGT Educ'Action 93 réclame des excuses

Monsieur le ministre,

Depuis cinq jours, votre attitude choque et blesse profondément les personnels de l'Éducation nationale, comme les parents d'élèves, et particulièrement ceux de Seine-Saint-Denis. Dans l'affaire du spectacle de fin d'année des élèves de l'école maternelle Nanteuil à Montreuil, vous avez choisi non pas de protéger l'école publique, ses agent-es et ses usager-es, mais de courir derrière l'agenda de l'extrême droite.

Premier temps : la précipitation et le soupçon

Dimanche soir, à 19h50, vous publiez un tweet sans avoir pris le moindre recul, sans disposer du moindre élément sérieux, en reprenant les accusations fabriquées par des comptes d'extrême droite sur X, aussitôt amplifiées par les relais médiatiques habituels de cette sphère idéologique. Pourquoi une telle précipitation ? Pourquoi donner crédit à des montages vidéo falsifiant un spectacle d'enfants pour le transformer en prétendue propagande « pro-Hamas » ou antisémite ? Quelques heures de patience, le lendemain matin, auraient suffi pour vérifier les faits auprès de la direction de l'école ou des services académiques.

Mais le plus grave est ailleurs : votre réaction immédiate témoigne d'une défiance à l'égard des personnels de Seine-Saint-Denis. Vous avez préféré donner crédit aux fantasmes de l'extrême droite plutôt que de faire confiance au service public que vous êtes censé représenter.

Deuxième temps : l'acharnement administratif

Après le tweet, place à la convocation. Les enseignant-es concernés ont été convoqué-es au rectorat comme s'ils étaient les responsables du déferlement de haine qu'ils subissent depuis plusieurs jours.

Quand des personnels sont livrés à la vindicte publique, quand leurs noms circulent, quand des parents et des collègues reçoivent insultes et menaces, le rôle de l'institution est de les protéger, pas de les placer sur le banc des accusés. C'était au rectorat de se déplacer à Montreuil pour soutenir l'équipe éducative et rassurer les familles, pas de sommer les enseignant-es de venir se justifier.

La CGT Educ'action 93 exige des explications et des actes

Monsieur le ministre, nous vous demandons publiquement :

- de retirer vos accusations fondées sur des informations non vérifiées issues de la sphère d'extrême droite ;
- de présenter des excuses aux personnels de l'école Nanteuil et, plus largement, aux enseignant-es de Seine-Saint-Denis injustement mis en cause ;
- de faire cesser immédiatement toute procédure administrative visant les collègues concernés ;
- de rappeler clairement que l'école publique n'a pas à céder aux campagnes de désinformation orchestrées par l'extrême droite et qu'aucune complaisance ne saurait leur donner une quelconque légitimité.

Les enseignant-es de Seine-Saint-Denis font vivre l'école publique dans des conditions difficiles, avec professionnalisme et engagement. Nous avons eu l'occasion de le rappeler à vos services lors d'un rendez-vous le 3 juin au cours duquel nous avons porté nos revendications pour un plan d'urgence et de rattrapage précisément chiffré. Les personnels et les usager-es du service public de l'éducation n'ont pas à subir les conséquences d'une réaction ministérielle précipitée.

L'école publique a besoin d'un ministère qui protège ses personnels lorsqu'ils sont attaqués, et non qu'il contribue à alimenter les campagnes de désinformation qui les visent.

Le 12 juin 2026